


الرقم	الموضوع <i>Adolescents santé et santé de reproduction</i>		مركز المرأة العربية للتدريب والبحوث 
البلد <i>Algérie</i>	موقع الواب :	المصدر :	
العدد و [ص]:	التاريخ <i>31-05-2012</i>	<i>El Moujahid</i>	

Journée Mondiale de lutte contre le Tabac, La famille et l'école devant leurs responsabilités : Nos enfants en danger

Les faits sont têtus et le constat est sans appel. Les enfants s'adonnent de plus en plus au tabagisme en Algérie. Une réalité implacable que pouvoirs publics et société sont appelés à combattre avant qu'il ne soit trop tard.

Que ce soit dans la rue, les marchés ou encore les stades et autres aires de jeux, des enfants pas plus haut que trois pommes consomment le tabac, sans éprouver la moindre gêne. «C'est fou combien ils sont audacieux. Ils n'ont peur de personne et ne respectent nullement leurs aînés. Et dire qu'à l'époque où nous avons leur âge, on faisait des kilomètres et on choisissait des cachettes introuvables pour fumer une clope», commente un commerçant. Des études menées ces dernières années aussi bien par des institutions gouvernementales que par le mouvement associatif, dont certaines associations s'impliquent fortement sur le terrain, donnent le tournis. Ces études indiquent que l'âge moyen de la première cigarette dans notre pays est de 10 ans et que 10% des enfants de moins de 13 ans fument ! Et ce n'est pas tout. En effet 23% des enfants avouent prendre une à six cigarettes par jour. «Si on me demandait de désigner le premier responsable de cette catastrophe, je répondrais sans hésitation aucune les parents dont certains sont irresponsables», accuse sèchement un jeune étudiant.

La dernière enquête en date réalisée récemment à Oran ne fait que confirmer la triste réalité. Portant sur l'évaluation de la consommation du tabac chez les enfants en âge scolaire, l'enquête menée par la direction de la santé révèle que 24% des élèves du cycle moyen fument et que 70% des parents des fumeurs ignorent que leurs enfants consomment du tabac. En outre, 87% de ces fumeurs ont de mauvaises relations avec leurs parents, atteste-on encore. Voilà qui ouvre la voie à ceux qui pointent du doigt l'école en lui imputant une part de responsabilité dans ce drame. D'autant plus qu'un quart de ces fumeurs le font à l'intérieur même des collèges. Hallucinant ! «Franchement, j'ai peur d'envoyer mes enfants à l'école si c'est pour apprendre à consommer le tabac», nous affirme une jeune maman qui se projette déjà dans l'école privée même si là aussi, rien n'est garanti... D'où la nécessité, recommandent les spécialistes, d'engager un véritable travail de fond pour endiguer ce phénomène. Il s'agit plus particulièrement de mettre en place une stratégie efficace qui implique toutes les parties concernées. Des campagnes d'information dans le milieu scolaire sur les dangers du tabac ne seraient sans doute pas de trop afin de sensibiliser les enfants sur les dégâts causés par la cigarette. «La communication doit être directe et surtout agressive en direction des écoliers et des collégiens afin qu'ils prennent conscience des conséquences

désastreuses qui résultent du tabagisme», estime une enseignante qui admet que les collégiens fument de plus en plus dans les établissements scolaires en se réfugiant dans les sanitaires.

L'étude effectuée par la direction de la santé de la wilaya d'Oran fait ressortir par ailleurs que 55% des élèves achètent les cigarettes avec leur argent de poche. Et pourtant, il existe une loi dans notre pays, en l'occurrence la loi 09/2009, qui interdit la vente du tabac aux mineurs. Les contrevenants à cette disposition risquent des amendes. Mais malheureusement, la majorité de nos commerçants qui ne pensent qu'à l'argent font fi de cette réglementation et se soucient peu des conséquences de leur attitude. «Comment voulez-vous arriver à vivre dans une société normale, sans enfants fumeurs, pendant que des mômes tiennent des tables de fortune et proposent tant de marques de cigarettes ? Non, ce n'est pas comme ça que nos enfants s'éloigneront de la cigarette », soutient une dame qui demande à ce propos plus de rigueur et de sévérité de la part des pouvoirs publics.